

La liberté de pensée contre la liberté de penser

Laboratoire des frondeurs

2007

Table des matières

L'affaire des caricatures : pièce en un seul acte et une scène	3
I. Prologue	3
1. Hegel tient la lanterne : le point de vue de l'esprit dans l'opposition entre la religion et l'Aufklärung	4
2. Le point d'inversion de la liberté de penser : l'information occidentale contre la liberté de déterminer de la pensée	4
3. Le devenir de l'esprit depuis Hegel : l'extension du domaine de la pensée hors de la conscience, le règne de l'aliénation	5
4. Retour sur la prétendue affaire des caricatures de Mahomet	6
II. Le récit des actes négatifs de l'événement cartoons	6
1. Naissance d'un événement négatif : les émeutes de Damas et Beyrouth	8
2. Deuxième acte en Afghanistan et au Pakistan, les émeutiers approfondissent le débat.	9
3. Troisième acte en Libye : le négatif affole informateurs et gestionnaires qui paniquent	11
4. Dernier acte au Nigeria : l'aliénation aux commandes	12
5. La liberté de pensée en actes	16

L'affaire des caricatures : pièce en un seul acte et une scène

Les journalistes armés de douze petits dessins caricaturant le prophète Mahomet tentent de renforcer une division du monde entre Occident et islam et de reconstituer la virginité perdue de leur corporation. L'action proprement dite, celle des gueux, a lieu du 4 février au 24 février 2006.

Les journalistes. – Liberté d'expression ! Liberté de penser ! Ouille, aie. Au secours ! A nous, à nous ! Les vilains islamistes sont pleins de protestations contre nos gentils dessins. Voilà, on vous l'avait bien dit : ce sont eux les vrais ennemis de l'Occident, ils sont contre nos démocraties ! Notre modeste personne est attaquée ! Le principe de nos démocraties est attaqué ! Messieurs les gouvernants : à nous, à nous ! Liberté d'expression ! Liberté de penser ! A nous, à nous...

Les journalistes s'égosillent, postés sur la tribune défendue par des dogues en uniforme d'Etat. Ils agitent des bouts de papier, postillonnent sur le public et prennent à témoin qui veut les entendre, les dogues lattent le public dès qu'il proteste.

Les émeutiers. – Liberté, exactement ! Mais de la pensée ! Et en actes ! Reprenons le débat du monde où nous l'avions laissé ! De tout nous en aurons le cœur net ! Vive la critique pratique ! A bas les gestionnaires !

Les émeutiers de la Syrie au Nigeria, postés au balcon, s'y appliquent. Le niveau sonore de la discussion qui va crescendo couvre rapidement les gémissements journaliers venus de la tribune. Des fauteuils volent vers le premier rang et des foyers s'allument de-ci, de-là.

Les journalistes. – Fermons la boîte de Pandore, ou sinon, ces gueux finiront par bouffer la face de notre modeste personne et par incendier la tribune d'où nous aboyons. Remballons notre quincaillerie caricaturale... et occultons ce débat naissant qui nous dépasse... Chut ! Silence ! Et surtout parlons d'autre chose.

Les informateurs échaudés et les gestionnaires de tous bords tirent le rideau. Ils font donner la charge sur des émeutiers hilares et repus au milieu d'une salle dévastée, et les poursuivent dans les rues adjacentes où les boutiques ont été pillées.

I. Prologue

Au sens propre l'affaire des caricatures de Mahomet est un débat entièrement fabriqué par un secteur particulier de l'information dominante, la presse écrite, pour son apologie. La presse écrite est un domaine de l'information dominante qui depuis l'avènement de la radio, puis de la télévision, puis aujourd'hui de l'internet est considérée comme une vieille chose déclinante ; elle reste néanmoins le centre, dénigré, de l'information dominante, l'endroit où se formulent les interprétations, où se testent les argumentaires, où les informateurs s'accordent entre eux et avec le petit personnel des grandes bureaucraties sur les grandes orientations pour la gestion des pauvres modernes et les en informent. C'est, on le voit, un domaine d'activité indispensable aux gestionnaires de tout bord, marchands et valets d'Etat, mais qui souffre d'un fort discrédit auprès de son public : corruption, occultation et falsification des faits à des fins partisans ou particulières sont aujourd'hui régulièrement dénoncées. Dans ce contexte, une obscure feuille de choux danoise qui veut rétablir l'honneur perdu de la profession décide de publier des caricatures de Mahomet afin de prouver par l'exemple la liberté d'expression de la presse. L'information dominante le lui rendra bien lorsqu'elle comprendra quelques mois plus tard tout l'intérêt qu'elle peut tirer de cette démarche pour une opération de plus vaste envergure. C'est que dans le petit mécano justifiant les États occidentaux, la démocratie parlementaire ne peut pas exister sans une liberté d'opinion de principe dont la presse et en premier lieu la presse écrite est le héraut et le substitut officiel. Puisque l'activité de la presse vaut pour la manifestation de la liberté d'expression, la *liberté de la presse* (que signifie au juste la liberté d'une institution ?) est la garante de la démocratie parlementaire. Voilà en quelques mots énoncés l'axiome central qui relie indissociablement l'existence des États démocratiques à celle de l'information dominante, que cette dernière

va mobiliser dans l'affaire des caricatures pour re-légitimer sa propre existence et tenter d'installer une division du monde. Mais avant d'aller plus loin et d'examiner le cœur de cet événement négatif, je commencerai par une critique de l'invocation de la liberté de penser, qui est l'étendard des journaux. Car la polémique des caricatures de Mahomet apparaît d'abord comme une redite qui reprend les arguments d'une dispute ancienne.

1. Hegel tient la lanterne : le point de vue de l'esprit dans l'opposition entre la religion et l'Aufklärung

Retour sur une polémique vieille de deux siècles. A l'occasion d'une polémique avec des philosophes en 1830, Hegel critique la stérilité, pour la connaissance de l'esprit, de l'opposition entre les dogmes de la religion et la pensée des Lumières.

Du côté de la religion, se prévalant du nom de Dieu, « Seigneur, Seigneur ! » ou « Allah, Allah ! », ses partisans dédaignent l'accomplissement par lequel la foi s'achève en l'esprit. Le schibboleth du nom de Dieu arrête toute spéculation sur la totalité à cet inconnaissable, le nom qui figure l'esprit, dans le même temps où il donne le pouvoir de tout juger à celui qui s'en réclame.

De l'autre côté, ce que Hegel nomme « la théologie de l'Aufklärung » se maintient « ferme dans son formalisme, c'est à dire dans l'acte d'invoquer la *liberté* de conscience, la *liberté* de penser, la *liberté* d'enseigner et même la raison et la science. » L'Aufklärung en s'arc-boutant sur un formalisme de la liberté de conscience et de penser, construit pour s'opposer aux dogmes religieux, se refuse, au-delà de ce formalisme, à penser les manifestations de l'esprit et de l'aliénation en tant que ses déterminations propres. Parce que les partisans de l'Aufklärung refusent de penser la *détermination* de la conscience libre et le *contenu* de la pensée libre, la liberté de penser n'est pour eux que « la liberté de remplir la liberté chacun à son gré et suivant son opinion, de telle sorte qu'en général le contenu lui-même serait indifférent. » Et le déiste Hegel de conclure : « L'Aufklärung d'entendement, par sa pensée formelle, abstraite, sans teneur consistante, a vidé la religion de tout contenu, tout comme cette piété l'a fait par sa réduction de la foi au schibboleth du "Seigneur, Seigneur !" »

Ces deux types de pensée qui excluent chacune à leur manière une connaissance de l'esprit ont empêché l'exploration de l'esprit par l'entendement en enfermant le débat dans l'impasse d'une opposition de termes contraires. C'est, si on suit Hegel dans son argument mais en dépassant sa conception religieuse, une voie d'accès *théorique* à l'entendement de la totalité et de l'esprit qui s'est refermée, à ce moment-là, au milieu du XIXe siècle, au nom de l'invocation de la liberté de penser et de la liberté de conscience.

2. Le point d'inversion de la liberté de penser : l'information occidentale contre la liberté de déterminer de la pensée

Il y aurait beaucoup à dire sur la façon dont l'information dominante en se posant comme héritière de l'Aufklärung a pu devenir le représentant majeur de la liberté de penser, de la liberté de conscience, de la liberté d'expression. Que, bien plus que la science qui lui est aujourd'hui inféodée, l'information dominante soit considérée comme le dépositaire de cet héritage n'est pas sans conséquences sur la connaissance et la vérité.

Je n'évoquerai qu'une raison, banale, justifiant cela. Si l'information dominante a pu incarner le formalisme des Lumières dans une activité séparée où, miracle, une parole publique se forme non pas dans les rues mais par l'activité d'une noble corporation, les journalistes, c'est parce que l'information dominante a trouvé en l'Etat une légitimité nouvelle, ce dernier se refondant grâce à elle. La prétendue liberté de la presse, qui passe pour l'application à la presse de la liberté d'expression, n'est-elle pas devenue la preuve irréfutable du caractère démocratique d'un Etat ? En justifiant l'Etat démocratique, la liberté de la presse s'est transformée à son tour en preuve irréfutable de l'existence effective de la liberté d'expression, pour tous les sujets de l'Etat, en toute logique circulaire. Par l'invocation de la liberté de penser, à propos de laquelle l'infiniste Hegel fait remarquer qu'« une telle liberté est assurément la catégorie du *droit infini* de l'esprit », les journalistes ont pu se prévaloir à leur tour des prérogatives du droit infini de l'esprit, opération par laquelle ils ont prétendu d'une part, pouvoir réaliser leurs activités sous les auspices d'un droit sans bornes, infini, et d'autre part, substituer leurs étroites consciences raisonnantes à l'esprit.

Dans la situation actuelle, la relation qui s'est nouée entre le formalisme de la liberté de penser et l'information dominante a plusieurs conséquences pratiques. En appelant constamment à la défense de la liberté d'expression pour justifier son existence et en faisant de son existence l'incarnation de la liberté de penser, l'information dominante s'est elle-aussi abstenue de répondre aux questions : quelles *déterminations* contient la conscience véridique et libre ? quel *contenu* a la pensée libre ? Et les journa-listes sont restés dans ce formalisme vide, que constitue la liberté de remplir la liberté chacun à son gré et suivant son opinion. De la sorte, le formalisme de la liberté de penser hérité des Lumières a installé ce grand tableau blanc de l'information dominante où chaque jour on écrit et où chaque jour on efface ; où le contenu du débat, l'histoire des hommes, est indifférent.

Au nom de *la liberté de remplir la liberté chacun à son gré et suivant son opinion* les journalistes ont dénié à tous la possibilité de déterminer de la pensée, d'en rechercher le fondement et d'en débattre pratiquement. Car fonder une pensée, la réaliser, c'est en finir avec sa possibilité, son hypothèse, en vérifiant pratiquement sa validité. Cette hypothèse en tant qu'hypothèse s'en trouve alors, quelle que soit l'issue de la vérification pratique, supprimée irréversiblement.

Dans le même temps où elle faisait théoriquement de sa propre existence en tant qu'institution la manifestation la plus haute de la liberté de penser, la corporation des journalistes s'installait pratiquement comme sa négation formelle. La croyance revendiquée en l'absence de détermination de la pensée est une tentative pour conserver tout l'existant, une dénégation de l'histoire en tant que mouvement de la pensée et recherche du fondement. L'information occidentale est le point d'inversion de l'Aufklärung d'entendement où l'invocation de la liberté de penser par ses propagandistes autoproclamés signifie en pratique l'interdit posé à l'exercice libre de la pensée, libre de se déterminer pratiquement, s'entend.

3. Le devenir de l'esprit depuis Hegel : l'extension du domaine de la pensée hors de la conscience, le règne de l'aliénation

La négativité en actes a un contenu. Ce contenu n'est pas inessentiel, il n'est pas sans effet sur le débat : ces déterminations constituent l'histoire des hommes, dont le contenu est l'accomplissement et la réalisation de l'humanité. La détermination de la pensée est la critique pratique du droit *infini* à l'indétermination de la pensée, la *liberté de penser*. La *liberté de penser* est le dogme des conservateurs du monde. En donnant à la fois, forme et contenu au débat, le négatif supprime des possibles sans égards pour le formalisme de la liberté de penser qui pue la charogne.

Le négatif est la liberté de penser en actes, ou plutôt en action. Que les hypothèses sur le monde et sur la totalité restent à l'état d'hypothèses, voilà tout le désir du parti conservateur de l'information dominante ! Or les émeutiers engagent une *vérification pratique* des hypothèses. A l'encontre du parti de l'information, ils veulent en avoir le cœur net, ils veulent vérifier par la pratique ce que valent ces hypothèses.

L'opinion soutenue par les émeutiers avec ces modes d'exposition propre – par exemple, l'affrontement physique, le meurtre, l'incendie, le pillage, la coupure de routes – est irrecevable pour les formalistes de la liberté de penser qui ne conçoivent l'exposition de l'opinion que dans leurs propres colonnes et le contenu de l'opinion que dans le respect de l'ordre où ils fondent leur formalisme. La critique pratique de l'émeute engage un débat d'opinions où seule l'opinion importe, où le contenu prime la forme, où la forme est subordonnée à l'expression du contenu.

Refluée de la théorie (et donc de la pensée consciente) depuis la double exclusion analysée par Hegel, la totalité reparaît alors dans le monde par le surgissement de la pensée aliénée. Le négatif en actes est le retour de la pensée aliénée vers la conscience et ce retour pulvérise constamment les petits bouts de pensées théoriques des censeurs formalistes de la liberté de penser. Si le négatif constitue la principale voie d'exploration pratique de l'esprit, c'est aussi parce que l'aliénation est devenue centrale dans le mouvement de la pensée. Depuis Hegel, l'esprit a grandi, hors de la pensée consciente, hors de toute théorie, conquérant de nouveaux espaces par les avancées de la vérification pratique, si bien qu'aujourd'hui, la partie consciente de la pensée n'est plus qu'une minuscule bourgade de l'esprit où l'on s'attelle constamment à replâtrer les dogmes, sous les assauts extérieurs d'une négativité qui s'est établie sur de vastes domaines et dont les paysages ne sont connus que de quelques

aventuriers. Si bien que c'est une gigantesque positivité qui dans l'ombre menace à tout instant d'engloutir l'esquif de la pensée consciente.

4. Retour sur la prétendue affaire des caricatures de Mahomet

C'est la pièce déjà jouée de l'opposition entre, à ma droite, les sectateurs modernes de l'Aufklärung, résumé au slogan « Défense de la liberté de penser ! », et, à ma gauche, les sectateurs du schibboleth du nom de Dieu « Allah, Allah ! » que prétend nous rejouer deux siècles plus tard, en 2006, l'information dominante en fabriquant au moyen de douze petits dessins la prétendue affaire des caricatures de Mahomet.

La dispute décrite par Hegel a paru se clore au XVIIIe siècle par une victoire de l'Aufklärung d'entendement qui a envoyé aux rebus les breloques de la religion, dans le moment de la révolution française. Mais à la fin du XXe siècle la révolution iranienne a posé la question du monde, l'esprit et la totalité sont revenus au premier plan, réaffirmant la validité de la thèse de Hegel. Face à ce flux de pensée aliénée, toute la pensée de l'Aufklärung s'est trouvée en déroute ; contre toute attente, la contre-révolution iranienne a remis la religion musulmane dans la course.

Malgré une présentation identique, le débat en 2006 diffère aussi de celui décrit par Hegel sur deux autres points :

- l'aliénation est devenu le phénomène central de l'esprit, dont le négatif est la principale manifestation ;
- l'information dominante est le tyran dépositaire de l'invocation de la liberté de penser.

En 2006 le prolongement inattendu de la dispute décrite par Hegel est la collusion entre les sectateurs des Lumières et ceux du schibboleth afin d'empêcher toute exploration de l'esprit. Les deux ennemis d'antan se sont rabibochés, tout en maintenant les apparences de la dispute, pour faire face à la négativité montante. Une discussion reposée dans les mêmes termes est une fausse dispute qui vise à empêcher la tenue d'un débat sur la totalité.

Dans cette affaire, les sectateurs de l'Aufklärung ne sont autres que quelques journalistes qui, se plaignant amèrement de la censure imaginaire de religieux musulmans, publient des caricatures de Mahomet : Liberté d'expression ! Liberté de penser ! Les sectateurs du schibboleth sont des représentants musulmans appuyés par des gestionnaires d'Etat, qui protestent contre le blasphème : Allah, Allah ! Comme l'information dominante est aussi le lieu de la mise en scène et la tribune de la dispute, les partisans du schibboleth sont en fait la chose de l'information dominante. Par cette dispute, les deux garants de l'opposition théorique prétendent arriver à canaliser le négatif, à le borner, à en fixer les limites en l'écartelant dans une dispute de faux ennemis, complices en duperie.

Rien d'étonnant alors, à ce que dans la prétendue affaire des caricatures les deux antagonistes, polémique tissant, rencontrent sur leur chemin l'esprit, alias l'aliénation apparaissant dans le monde, alias l'émeute moderne, qui les renvoie à la niche. Pourtant c'est parce que cette paire d'opposés se maintient sur la tribune que le contenu de la critique pratique des révoltes liées à l'affaire des caricatures n'est ni connu, ni discuté. Les émeutiers qui se sont émus à ce prétexte du 4 au 24 février 2006 nous permettent d'éclairer la place qu'occupe aujourd'hui l'information dominante dans le mouvement de la pensée et ce qui a changé dans l'esprit depuis la dispute portée par Hegel en 1830.

II. Le récit des actes négatifs de l'événement cartoons

S'il est parfois difficile de mesurer les mouvements d'émeutes, celui dont nous retraçons les contours dans ce texte est l'un des plus mystérieux qu'il nous a été donné d'observer. Mystérieux bien sûr, car occulté et diffamé dans la plus classique tradition de l'information dominante ; mystérieux aussi, car sa propagation et dans un premier temps son contenu semblent intimement liés à l'information dominante ; mystérieux surtout, par l'intensité croissante des émeutes malgré l'éloignement géographique des émeutiers entre eux. A première vue,

les 16 émeutes qui se succèdent du 4 février au 24 février 2006 dans six Etats et composent cet évènement négatif, évoquent un mouvement d'émeutes en *copycat*, proche dans son propos de celui observé en 2003 au moment de l'opposition dans plusieurs Etats du monde à la guerre en Irak, ou dans sa forme, de celui répertorié lors de l'Euro 2004. La médiatisation internationale d'un évènement – l'occupation américaine de l'Irak ou un match de football perdu – provoque une émotion collective en un lieu, émotion qui à son tour médiatisée par l'information en déclenche une nouvelle dans un autre lieu. Du point de vue du Laboratoire des frondeurs, on aura rarement vu autant d'actes négatifs se succéder, semblant répondre au même prétexte, sans que les émeutiers n'aient d'autre lien apparent que l'information dominante qui se fait, malgré elle, vecteur de l'aliénation.

En septembre 2005 un journal danois, le Jyllands-Posten, arguant du principe de la liberté d'opinion lance un concours de caricatures du prophète musulman qui vise à démontrer par l'exemple qu'il est possible de critiquer l'islam dans la presse danoise. Le 30 septembre, le Jyllands-Posten publie douze dessins intitulés « les visages du prophète ». Comme on le voit, la démarche du journal visait à prouver au prix d'une bravade quelconque que, ou bien le journal en question peut publier les opinions qu'il lui plaît de faire connaître et donc qu'il est effectivement libre et légitime, ou bien que le journal en question est empêché de publier les opinions qu'il lui plaît de faire connaître et donc que la liberté d'opinion de tous les individus est menacée, que la démocratie est menacée et qu'il faut défendre ce journal. C'est cette duperie, cette fable d'une presse occidentale victime de censure par des islamistes antidémocrates, que l'information dominante invoque de nouveau pour justifier la republication massive des caricatures par la quasi-totalité des journaux nationaux européens début février 2006, en réaction semble-t-il à des excuses publiques du rédacteur en chef du Jyllands-Posten et du premier ministre danois. Sans qu'il nous ait été possible de vérifier si une coordination entre les journaux a organisé de façon concertée ces republications, nous avons pu constater que le même jour, le 1er février 2006, 19 grands journaux européens republient les douze dessins du Jyllands-Posten. Six jours plus tard, ce sont 63 journaux qui ont publié les caricatures ! C'est ainsi que l'information dominante lance en ce début du mois de février 2006 une offensive inédite contre les pauvres modernes de ce monde. S'autoproclamant victime d'une prétendue attaque de la liberté d'opinion qui s'inscrit dans une fausse division du monde entre Occident et islam, elle organise la polémique et s'y engage pleinement d'autant qu'elle ne la conçoit que dans ses propres tribunes. La republication massive de ces caricatures selon des modalités gardées secrètes à ce jour, presque un an après leur première publication, nous semble néanmoins représenter un acte ennemi sans précédent, la constitution inédite de l'information dominante en parti, visant la division et l'encadrement des pauvres modernes entre eux.

Vingt jours après ces republications, l'information dominante va se voir obligée de refluer du terrain qu'elle s'était construit à sa mesure, alors que les émeutiers progressivement, la débordent, la bousculent, la saisissent et la chassent à coup de pieds au cul. Bien loin de la polémique téléguidée par les épandeurs de boue de l'information dominante, les belles émeutes majeures du Pakistan, de la Libye et du Nigeria déplaceront la dispute sur un nouveau terrain, discontinu et plus aléatoire, celui de l'aliénation et du négatif en actes à l'assaut d'une liberté de penser formelle contraire aux jeux de l'esprit.

Repères chronologiques¹

Syrie et Liban : Naissance d'un évènement négatif

4 février : Damas (Syrie)

5 février : Beyrouth (Liban)

Afghanistan et au Pakistan : les émeutiers approfondissent le débat

6 février : Mihtarlam (Afghanistan), Bagram (Afghanistan)

14 février : Lahore (Pakistan)

15 février : Peshawar (Pakistan)

Libye : le négatif affole informateurs et gestionnaires qui paniquent

Du 17 février au 20 février : Benghazi (Libye), Nigeria : l'aliénation aux commandes

18 février : Maiduguri (Nigeria), Katsina (Nigeria)

¹ c.f. *Chronologie de l'évènement négatif Cartoons*.

19 février : Gombe (Nigeria)
20 février : Bauchi (Nigeria)
21 février : Bauchi, Onitsha (Nigeria)
22 février : Onitsha, Enugu (Nigeria), Nnewi (Nigeria)

1. Naissance d'un événement négatif : les émeutes de Damas et Beyrouth

La republication des caricatures de Mahomet en défense de la liberté d'expression, dans un grand nombre de journaux européens au début du mois de février 2006 déclenche à partir du vendredi 3 février des manifestations en Irak, dans la bande de Gaza et à Khartoum, fortement grossies par l'information dominante qui contemple ici les effets de ses actes, effets qui valident ses dires, et conclue à une protestation des « musulmans du monde entier ». L'agence Associated Press décrit par exemple, une manifestation de 70 personnes à Jakarta, « a rowdy protest », où quelques oeufs pourris sont lancés sur l'ambassade du Danemark. Comme dans toute la suite de l'événement, il est difficile de savoir comment les individus ont pris connaissance des caricatures : le jeudi 2 février, trois des douze dessins sont republiés dans un journal jordanien, mais surtout les caricatures deviennent un sujet central de polémique dans la cléricature musulmane. A ce stade, bien que la plupart des imams ne demandent que le boycott des produits danois, des manifestations ont lieu à la sortie des mosquées après la prière du vendredi. C'est à travers deux émeutes successives que la polémique des caricatures va prendre consistance. Le samedi 4 février, dans la capitale de la Syrie, à **Damas**, plusieurs milliers de personnes manifestent contre la publication des caricatures du prophète parues dans la presse européenne. Encerclée par les manifestants, l'ambassade du Danemark est caillassée puis envahie, saccagée et mise à feu par les émeutiers qui dans la foulée font subir le même sort à l'ambassade de Norvège, puis attaquent l'ambassade de France qui est défendue par la police avec des canons à eau et des gaz lacrymogènes. Les affrontements des émeutiers avec la police font 10 blessés ce qui plaide pour une relative passivité de les policiers dans un Etat connu pour ses répressions massives des révoltes (voir l'événement de Qamishli en 2004). L'émeute de Damas amalgamée à une manifestation de plusieurs milliers de musulmans en Israël, à des douzaines de jeunes palestiniens caillassant les bureaux de l'Union Européenne à Gaza, à une manifestation devant les bureaux d'une ONG à Hébron et – on ne sait pourquoi – à une double manifestation de l'extrême droite et de l'extrême gauche au Danemark, autorise le journaliste à conclure ce jour-là : « Les musulmans du monde entier ont continué à se mobiliser contre la publication, dans la presse européenne, de caricatures de Mahomet, en dépit d'appels au calme et à la réconciliation ». Il est aussi beaucoup question de l'épouvantail iranien qui malgré l'appui dévoué de l'information dominante peine à s'immiscer dans le débat.

Le lendemain, au Liban, 20 000 manifestants protestent à **Beyrouth** contre la republication des caricatures. La veille, des tracts ont circulé dans la capitale appelant à manifester le dimanche. Malgré la mobilisation d'un millier de policiers qui tirent des gaz lacrymogènes et au canon à eau, des manifestants armés de pierres, de cocktails Molotov et de bâtons percent le cordon policier autour du consulat danois et incendient l'édifice. Dans le cours des affrontements, des voitures de police, des véhicules de pompiers et des camions sont mis à feu, certains servant à l'érection de barricades. Des imams qui tentent de s'interposer reçoivent, juste récompense, des « pierres et des insultes » et retournent à leur mosquée. Les attaques s'étendent au quartier chrétien d'Achrafyé, voisin du consulat brûlé, où des églises, des commerces et les bureaux d'une ONG sont caillassés. Plus important qu'à Damas, le bilan des affrontements avec la police est de 2 morts, d'une cinquantaine de blessés et de 203 arrestations. Mis en cause par l'opposition pour ne pas avoir suffisamment réprimé la révolte, ce qui est également l'opinion de l'information dominante, le ministre de l'intérieur libanais démissionne le lundi 6 février, affirmant avoir refusé d'ordonner de tirer dans la foule pour ne pas être responsable d'un massacre. Pour autant, la critique pratique portée par les émeutiers de Syrie et du Liban peine à s'affirmer face à l'offensive de l'information dominante qui matraque son opposition entre un obscurantisme d'un monde musulman présenté comme totalitaire et une liberté d'expression d'un monde occidental présenté comme démocratique. L'omniprésence du prétexte des caricatures dans les deux émeutes, amplifié par l'information dominante et concomitant avec l'encadrement religieux dans les deux capitales, semble alors provisoirement contenir et limiter le discours des émeutiers.

2. Deuxième acte en Afghanistan et au Pakistan, les émeutiers approfondissent le débat.

En Afghanistan un jour plus tard, le 6 février, la négativité gagne en puissance. Le prosélytisme radiophonique des clercs musulmans semble avoir eu comme effets une diffusion de la polémique sur les caricatures, mais certainement aussi la connaissance des émeutes en Syrie et au Liban ainsi que des multiples manifestations répercutées par l'information dominante. Pourquoi cependant, les émeutes afghanes ont-elles démarré le 6 février à Mihtarlam et à Bagram, je ne saurais le dire précisément. Mais le 6 février à **Mihtarlam** quand 1 000 personnes manifestent autour de l'ambassade danoise pour exiger sa fermeture, le rapprochement avec le pseudo-débat caricatural ne fait pas de doute tant l'effet d'imitation est patent. Pourtant lorsque des barricades de pneus enflammés sont érigées pour bloquer les voies, ce sont aux autorités locales que les gueux s'adressent. Et c'est finalement avec la police qu'ils débattront, argumentant à coups de pierres et d'autres objets contondants, recevant pour réponse des gaz lacrymogènes et des balles réelles, le débat pratique faisant 1 à 2 morts et 5 blessés parmi lesquels 2 policiers. Le même jour à **Bagram**, au nord de Kaboul, a lieu une autre manifestation qui se régénère en émeute. Et là, pour la première fois depuis le début du mois de février, le motif de l'émeute se distingue nettement de son prétexte. 2 000 gueux attaquent une base américaine ; les soldats tirent, il y a 2 morts et 13 blessés dont 8 policiers. Pour la première fois dans la série d'événements reliés aux caricatures par l'information dominante, le prétexte est délaissé par les émeutiers qui privilégient la critique pratique de l'Etat incarné ici par les militaires américains occupant le territoire pour y maintenir une façade étatique.

Les manifestations de Kaboul et de plusieurs autres villes d'Afghanistan les jours suivants ne viennent pas démentir ce glissement, mais permettent dans le même temps la récupération des actes négatifs par les ennemis du débat en cours. Certes, quelques diplomates, fonctionnaires et autres militaires retranchés dans leurs bases ont eu chaud aux fesses à Kaboul le 6 et 7 février, à Herat et à Pulikhumri le 7, et enfin à Qalat le 8, lors de manifestations à la limite de l'émeute. Mais en Afghanistan, quand l'encadrement religieux montre des signes de faiblesses, il s'efface derrière l'encadrement militaire, armé, comme on le voit lors de l'attaque d'une base de l'ONU par un groupe armé le 7 février à Maymana. Dans ce contexte de guerre, la convergence des deux types d'encadrement, le premier justifiant le second, est indispensable pour canaliser le débat porté par des gueux à l'assaut de l'Etat, au cours d'émeutes avérées ou de manifestations que seul le manque de précisions n'a pas permis au Laboratoire des frondeurs de classer au rang d'émeute. Le porte-parole du gouvernement régional de Kaboul ne s'y est d'ailleurs pas trompé quand à propos des émeutiers, il affirme le 9 février devant les journaux : « They forgott all about the cartoons ». Ce que les professionnels de l'information s'empresseront d'oublier. La militarisation du débat

– justifiant au passage une forte répression de la révolte et sa conséquence, un nombre élevé de mort – soutenant à bout de bras un encadrement religieux pas tout à fait moribond permet à l'information dominante de reprendre la main et de rétablir un prétexte pourtant affaibli.

L'ennuyeuse litanie de l'information dominante reprend là où elle s'était arrêtée, égrenant un chapelet de petites manifestations regroupant moins de 400 personnes entre le 6 et le 7 février, en Indonésie (Surabaya), en Israël (Gaza), en Thaïlande (Jakarta et Bangkok), en Somalie (Bossasso) et en Iran (Téhéran). Les émeutes afghanes sont lissées et renvoyées à de simples manifestations de musulmans en colère contre la liberté de ton de la presse occidentale. Le 8, le 9 et le 10 février, la liste s'allonge encore avec plusieurs manifestations relatées par les principales agences de presse et les journaux nationaux des Etats-Unis jusqu'à l'Inde : à Hébron le 8 février, à Beyrouth le 9, à Kuala Lumpur, Dhaka, NewDelhi et Téhéran le 10 février. Seule une manifestation à Nairobi, le 10 février, se prolonge en affrontements lorsque 200 manifestants insatisfaits tentent de forcer un cordon de policiers autour de l'ambassade danoise.

Le vernis de bonne pensée occidentale que l'information dominante étale sans trop de difficultés après chacun des assauts portés par des gueux encore harnachés par différents encadrements complices se fissure cependant définitivement après l'offensive des émeutiers pakistanais.

Dans un premier temps, fidèle à la défense de la liberté d'expression, l'information dominante offre une tribune internationale à quiconque alimentera sa thèse, en pour ou en contre. Dans la capitale, Islamabad, les 14 et 19 février, les cortèges de quelques centaines de députés et autres crevures politiques de l'opposition, aux

tracés policés et aux slogans conformes, agglutinés derrière des banderoles contre « les extrémistes de l'ouest », bénéficient d'une publicité mondiale. Ces cortèges, sans émeutiers et sans affrontements mêlent dans un même mouvement, une opposition politicienne à un général à la moustache de plus en plus encombrant pour les démocraties occidentales et une protestation religieuse contre un Occident impie.

Mais c'est sans compter sur les gueux de Peshawar, à un jet de pierres de Kaboul, qui dès le 13 février manifestent à 5 000 dans les rues, brisent les vitrines de magasins suspectés de commercer avec l'Occident et affrontent les policiers. Le lendemain à Islamabad, alors que le premier cortège des politicrottes défile sous les caméras, une autre manifestation a lieu, au tracé plus chaotique, au gré des rencontres avec la police et des dispersions dues aux gaz lacrymogènes. Le quartier des ambassades étrangères, but avoué des manifestants, n'est pas atteint mais le joyeux rassemblement voit son nombre multiplié par 30 pour atteindre les 6 000 participants et caillasse avec entrain tout ce qui ressemble à une voiture officielle ou un bureau de l'administration. Il y a plusieurs blessés et 50 arrestations. Le nouveau terrain de jeu d'un débat dont le contenu est l'aliénation prend donc racine à Peshawar, dans les zones tribales, traverse rapidement la capitale aux cortèges policés pour atteindre Lahore le 15 février.

C'est à **Lahore** en effet qu'a lieu la première offensive majeure de cet événement négatif. Le 14 février, répondant à un appel à la grève générale pour protester contre la publication des caricatures en Europe, plusieurs milliers de personnes se rassemblent. La mort de deux manifestants sous les balles d'un vigile d'une banque américaine supplante alors le prétexte initial. La banque est immédiatement attaquée et incendiée, suivie par un hôtel, un premier restaurant sous enseigne américaine puis un second, une deuxième banque étrangère et les bureaux d'une entreprise norvégienne. Toutes les voitures et les motos situées sur le trajet sont incendiées ou saccagées. La police charge à coup de lathis et de gaz lacrymogènes pour disperser les gueux. Sans encadrement et sans mot d'ordre officiel, la colère provoquée par le geste de panique du vigile se nourrit des affrontements avec les policiers. Le siège de l'assemblée régionale subit l'assaut des émeutiers qui élargissent ainsi leur propos à une attaque directe de l'Etat : le hall de l'immeuble est saccagé et une partie du bâtiment est mis à feu. Chassés de l'édifice sous les gaz lacrymogènes et les balles réelles, les fronts de l'émeute se multiplient au fur et à mesure des heurts avec les policiers et le goût du pillage se propage. Alors qu'un premier groupe pille et incendie un magasin d'import-export, un restaurant, une banque et tous les véhicules situés sur son passage, un second s'en prend à une banque, une quarantaine de voitures et dix-neuf motos. Vingt autres magasins et un kiosque de police sont attaqués dans un quartier de la ville, un cinéma, un théâtre dans un autre, deux stations service et une boulangerie dans un dernier. Le nombre de blessés varie selon les estimations de 20 à 100 dont plusieurs par balles, et les arrestations s'élèvent à 106 personnes. La faiblesse relative de ces chiffres au regard de l'importance des pillages et des destructions accomplies par les émeutiers d'une part, et comparés aux pratiques répressives habituelles de l'armée pakistanaise d'autre part, révèle celle d'un gouvernement qui ne peut se permettre de réprimer trop directement une critique qui l'attaque aussi franchement. En la réduisant à un simple dénigrement de l'Occident

– de nombreux commerces attaqués appartiennent à des étrangers – le gouvernement privilégie une alliance avec l'encadrement islamiste qui travaille activement à la récupération de l'émeute. Mais la critique massive des marchandises et de l'Etat entamée par les émeutiers de Lahore va résonner bien au-delà des limites des faubourgs de la ville.

Le lendemain 15 février, à **Peshawar**, les misérables manifestants de la veille se transforment en riches émeutiers du jour, vraisemblablement revigorés par la nouvelle de l'émeute de Lahore. Une manifestation de 70 000 personnes contre les caricatures est d'abord dispersée avec des gaz lacrymogènes et des lathis. Et comme à Lahore, les émeutiers laissent libre cours au plaisir du pillage. Les bureaux de la même compagnie norvégienne de téléphonie, trois cinémas, des banques, des magasins, un terminal de bus géré par une compagnie coréenne, plusieurs bus et une chaîne de télévision étrangère sont attaqués et incendiés. Des barricades de pneus enflammés sont érigées. Les affrontements se multiplient. Les forces paramilitaires sont déployées et tirent à balles réelles. Le bilan est de 2 morts, de 30 à 50 blessés dont 4 policiers et de 200 arrestations. La répression est plus importante que la veille comme en témoigne le nombre de morts dans cette ville, et aussi à Lahore où un dernier affrontement sur le campus, inégal, entre des étudiants armés de pierres et des soldats armés de fusils fait 1 mort supplémentaire. Les manifestations sont dès lors interdites par le gouvernement dans l'est du Pakistan et

à Islamabad pour une durée indéterminée, ce qui semble arrêter les émeutes. A Karachi, le 16 février est organisé un grand défilé qui réunit tristement 40 000 pauvres et 5 000 policiers, où le seul acte négatif répertorié est l'incendie de l'effigie du premier ministre danois. Le 18 février enfin à Chaniot, l'attaque, sans commune mesure avec les émeutes majeures de Lahore et Peshawar, de magasins par des centaines de personnes et les tirs de la police marquent la fin de l'offensive au Pakistan.

L'aliénation a étendu son terrain de jeu, de plus en plus éloigné des capitales de l'Etat et de l'encadrement des pauvres modernes qui semblent les caractériser, de plus en plus éloigné également de celui construit par l'information dominante. Prisonnière de sa logique de mise en série d'actes de natures différentes mais jusque là peu offensifs, cette dernière ne peut plus occulter la négativité des émeutiers afghans et pakistanais. Tout au plus peut-elle minorer ces actes négatifs et les falsifier en les reliant à une réaction de colère des musulmans du monde entier. Cependant, en relayant ces émeutes, même en les diffamant, même en les travestissant, elle contribue à étayer la menace d'un ennemi qui petit à petit prend consistance par des actes négatifs qu'elle n'arrive plus à interpréter dans les termes de la fausse dispute qu'elle a initié au nom de la liberté d'expression. Il lui est désormais impossible de masquer la nouveauté du débat, apparue dans les pillages de Lahore et de Peshawar.

3. Troisième acte en Libye : le négatif affole informateurs et gestionnaires qui paniquent

Selon le principe du battement d'ailes du papillon qui provoque un cyclone à des milliers de kilomètres de là, appliqué à la circulation de la pensée et de l'aliénation, le prétexte des émeutes de **Benghazi** en Libye prend sa source étonnamment en Italie. L'Italie possédait jusqu'au 18 février date de sa démission, un gros papillon, ministre des réformes affilié à la Ligue du Nord, blagueur. Le 16 février, sous sa petite chemise bleu ciel, il glisse, le diable, un tee-shirt où sont reproduites les caricatures de Mahomet. Rigolard, il l'exhibe à la télévision et dans les principaux journaux. La nouvelle est immédiatement répercutée dans la presse libyenne.

Le 17 février après la prière du vendredi, une manifestation contre la publication des caricatures et la fanfaronnade du ministre italien est organisée à Benghazi, deuxième ville du pays et ancienne capitale la Lybie où l'Italie a gardé un consulat. Mais la mosquée s'éloignant, l'encadrement se délite. 1 000 manifestants se rassemblent devant le consulat italien, le caillassent et tentent de l'occuper. Les soldats en faction tirent : il y a 11 morts et 35 blessés. Ce lourd bilan déclenchera une vague de colère contre l'Etat, son guide en robe de chambre et ses représentants, qui durera trois jours et se propagera à deux autres villes de l'est du pays. Le vendredi 17 février, la répression étant source d'une vive émotion dans la ville, des groupes de jeunes coupent les routes et commencent le saccage de bâtiments publics qui se poursuit jusqu'au dimanche soir. Du samedi 18 au dimanche 19, malgré une information soudainement beaucoup moins proluxe, nous savons qu'une trentaine de bâtiments publics dont le fameux consulat, plusieurs sièges de « comités révolutionnaires » et de « congrès populaires », une église et de multiples voitures ont été incendiés. Dans la soirée du 19, lors d'un ultime assaut des émeutiers, le commissariat où sont retenus les prisonniers des jours précédents est mis à feu et les détenus sont libérés. En outre, les manifestations et les affrontements avec les policiers se propagent à **Tobrout** et **Derna**, deux villes de l'extrême est du pays, faisant 5 morts supplémentaires.

La blague du papillon italien ne fait alors plus rire personne chez les gestionnaires. Le guide en robe de chambre qui comprend immédiatement que les tirs hâtifs des soldats risquent de provoquer des émeutes contre sa personne dont il se passerait bien, sacrifie son ministre de l'Intérieur dès le samedi matin. L'information dominante, qui après les affrontements meurtriers en Afghanistan et les émeutes majeures au Pakistan, ne peut pas justifier une telle répression sous couvert de guerre ou de lutte contre de supposés terroristes islamistes, applaudit le limogeage du ministre libyen... qui endosse donc sur le ton de la bavure, le nombre de morts. Mais elle taira ensuite la contre offensive de la police libyenne pour reprendre le contrôle de Benghazi. Le limogeage du sous-fifre ne suffit pas à calmer les ardeurs des émeutiers qui ont pris goût à la fête. Dès le lundi 20, la ville est placée en état de siège. L'armée est déployée ; les cybercafés sont fermés et les réseaux de téléphonie mobile coupés ; les interpellations se multiplient. Mais déjà, le Nigeria attire la focale de l'information dominante, où la

mise au point sera difficile à faire tant le négatif explose l'entendement des bien-pensants. Les émeutes libyennes à peine occultées, les gueux nigériens créent l'occasion nouvelle.

4. Dernier acte au Nigeria : l'aliénation aux commandes

Les émeutes au Nigeria comprises entre le 18 et le 24 février 2006 constituent le plus important ensemble de révoltes en termes d'extension et d'intensité – 7 villes concernées et 3 émeutes majeures – jamais repéré par le Laboratoire des frondeurs au Nigeria. C'est aussi le climax de cet événement limite, qui n'existe que parce que l'information a donné à la dispute sur les caricatures l'allure d'un feuilleton d'envergure mondiale, dont le thème central inlassablement rabâché va progressivement s'éclipser à mesure que s'affirme le discours pratique des émeutiers et que recule au rang de simple prétexte l'objet premier de la dispute caricaturale. Ces révoltes sont un moment de surgissement de l'aliénation qui explosera les discours lénifiant de l'information dominante, celle-ci remballant précipitamment, devant la marée montante de l'aliénation, le décor "monde entier" qu'elle avait construit. Le déclencheur n'est pas à strictement parler la publication des caricatures du prophète – comme ailleurs ces caricatures n'ont pas été publiées au Nigeria – mais des rassemblements appelés par des imams du nord du Nigeria en réaction à la republication de ces caricatures dans la presse européenne.

C'est sans enthousiasme qu'au lendemain du déclenchement de la révolte de Benghazi, les pauvres modernes de **Maiduguri**, ville d'1 million d'habitants, capitale de l'Etat de Borno, située dans la pointe nord-est du Nigeria et à deux cents kilomètres à l'ouest de Ndjamena, s'amassent sur Ramat Square pour venir y écouter un prêche d'un représentant du Borno Muslim Forum. Durant les premières semaines de février, des manifestations contre la republication des caricatures de Mahomet dans la presse européenne se sont tenues à Kano et à Bauchi sans susciter d'émotion particulière bien que des députés zélés soient allés jusqu'à brûler le drapeau danois devant le parlement de l'Etat de Kano. A ce moment-là, l'information nigérienne est polarisée sur les attaques à répétition menées par des milices armées sur les installations pétrolières du delta du Niger et sur une possible candidature du président Osegun Obasanjo à sa propre succession pour un troisième mandat, candidature qui nécessiterait une réforme *ad hoc* de la constitution.

L'ambiance de la manifestation du samedi 18 février 2006 à Maiduguri est selon tous les observateurs, pacifique, à tel point que même le gouverneur local y participe. Brusquement, des policiers, ici les versions divergent, soit qu'ils veuillent disperser la foule, soit qu'ils veuillent sauver un voleur pris sur le fait du lynchage, tirent des gaz lacrymogènes et surtout des balles réelles tuant un ou deux manifestants. Dès lors, comme l'avouera bien plus tard le policier en chef de l'Etat, « the miscreants overpowered his men at the initial stage ». Les émeutiers, des voyous donc, donnent libre cours à leur inspiration sur le vaste terrain de jeu offert par la ville : des petits groupes de jeunes munis d'armes rudimentaires, bâtons, machettes ou barres de fer, essaient de ruer en ruer, à mesure que diffuse la nouvelle de la répression policière, pour s'attaquer aux commerces, aux hôtels, aux maisons et aux églises. « When news went into town about what happened at the square, a mob attacked motor spare-parts shops of Christian Igbo traders at Monday market in the city, looting and burning them. » Ce premier assaut émeutier sur le Monday market où officient des commerçants d'appartenance igbo, une ethnie originaire du sud du Nigeria et majoritairement de confession chrétienne, laisse derrière lui 20 commerces pillés tandis que les églises du voisinage sont incendiées. Un prêtre périt par les flammes au milieu d'une église en feu, ce qui fera grand bruit. Les émeutiers règlent leur compte, se vengent. Entre autres choses, la maison de l'évêque est mise à sac puis incendiée. Les pillages s'étendent très rapidement, et bien que les policiers, pas téméraires, abandonnent les « troubled spots », quelques uns sont blessés. Certains témoignages invérifiables affirment que les policiers ont quitté les rues de la ville pendant trois heures tandis que d'autres affirment qu'ils ont concentré leur action sur la protection de certains bâtiments stratégiques, ce qui semble crédible. Les pillages sont particulièrement intenses dans les quartiers de Babban Layi et de Customs Bama Road. Dans un premier temps, le journal Daily Sun qui n'est pas au diapason de l'interprétation officielle déclare avoir compté « over 50 shops and three hotels belonging to southerners which were either burnt, looted or destroyed » par des émeutiers s'attaquant aux biens des *sudistes* donc. Mais la croix rouge nigérienne rectifie le bilan à la hausse : ce sont 250 commerces qui ont été pillés ou détruits par les émeutiers et l'organisation comptabilise 82 maisons et 11 églises brûlées dans le feu de l'action. Le déploiement de l'armée arrête, en quelques heures seulement, l'émeute dans cette capitale

réputée paisible, sans que l'on ne sache rien des affrontements qui opposent les émeutiers à l'offensive, aux militaires tentant de reprendre le contrôle de la ville : le bilan final est de 21 morts et de 207 blessés. On ne sait que peu de choses de cette révolte malgré – ou devrais-je dire, à cause de – la profusion des dépêches des agences internationales.

L'émeute de Maiduguri à peine terminée, l'information occidentale enclenche la récupération de l'événement : c'est que, comprenez-vous, ces 80 églises... non 30... non, en fait plutôt 11... ces 11 églises qui ont été incendiées – le nombre diminuant d'heure en heure dans une proportion inverse à celui des magasins pillés qui lui, augmente de 20, à 50, puis à 250 et au nombre de morts qui passe de 15 à 21 – prouvent à l'évidence qu'il s'agit là d'une attaque de musulmans sur des chrétiens. Les émeutiers ne sont plus des « miscreants », ni des « thugs », ni des « hoodlums taking advantage of the situation » tandis que ceux à qui ils s'attaquent ne sont plus des « traders » ni même des « southerners ». Du constat premier des églises brûlées aux déductions fallacieuses sur la qualité des assaillants, qui ne sont plus des voyous, puis aux conclusions sur la qualité des victimes, il n'y a qu'un pas. D'ailleurs pourquoi les « Christians Igbo traders » dont les commerces ont été attaqués par les pillards au Monday market ne l'auraient-ils pas été à titre de chrétiens ? Et pourquoi pas en leur qualité d'Igbo tant qu'on y est ? En tous les cas, les journamerdes évitent soigneusement l'hypothèse selon laquelle c'est en leur qualité de « traders » qu'ils ont été attaqués, tant la thèse n'est pas conforme à l'interprétation dominante d'un événement qui obéit selon eux, par définition, à un motif religieux.

La présentation du bilan de l'émeute par l'information occidentale fait alors figurer dans l'ordre : le nombre de morts et d'églises incendiées, puis celui des maisons détruites et des magasins pillés. Ainsi les 21 morts n'apparaissent jamais comme des émeutiers tués dans les combats contre la police et l'armée, qui a repris le contrôle de la ville en un temps record, mais « majoritairement » comme des chrétiens lynchés par des musulmans malgré la protection de la police. Et le pillage des magasins passe pour une attaque des musulmans sur des biens chrétiens en repréailles des caricatures. Où l'on voit que l'absence de description précise de la succession des actes négatifs et des faits eux-mêmes (le nombre de morts par balles auraient pu fournir une estimation des morts imputables à la répression militaire), autre que celle mensongère et répétitive des dépêches des agences internationales, tout en rendant impossible la reconstitution du déroulement de l'émeute, autorise et facilite la falsification de l'événement. D'autant plus que du côté de l'information nigériane, l'occultation est assumée : « Les journaux nigériens n'ont pas accordé une grande importance aux affrontements de Maiduguri, afin de chercher à calmer les esprits et éviter de nouvelles violences dans d'autres zones du pays ». Mais l'auxiliaire de police ratera ici son but. Cependant, l'information occidentale aura pu entre-temps, falsifier le sens de l'émeute de Maiduguri par un récit simple et faux décrivant un pogrom de musulmans sur des chrétiens, des « religious riots » en somme. Ce premier récit simple et faux ne sera pas sans conséquences sur les émeutes suivantes.

Mais pour l'heure, les émeutiers sont tout à l'approfondissement de la critique pratique et à l'exploration de la richesse de l'aliénation. Le jour même de l'émeute de Maiduguri, à mille kilomètres de là, les pauvres modernes d'une seconde ville du nord, **Katsina**, s'émeuvent à leur tour, montrant de nouveau l'ubiquité du négatif. Katsina est une ville de 460 000 habitants, capitale de l'Etat éponyme, située à la frontière nord avec le Niger. Le prétexte de l'émeute du 18 février est multiple et indémêlable : certains journalistes affirment que tout comme à Maiduguri, devait s'y tenir ce jour-là une manifestation contre les caricatures, d'autres mentionnent une conférence publique sur une réforme constitutionnelle qui aurait permis au président Olesegun Obasanjo d'être candidat pour un troisième mandat. Tous s'accordent pourtant pour dire que c'est la rumeur d'une candidature possible d'Olesegun Obasanjo à l'élection présidentielle qui provoque une manifestation spontanée dans la ville. La police tire à balles réelles sur le rassemblement déclenchant en retour des jets de pierres, des pillages de commerces et des agressions sur des notables. Les affrontements font 3 morts, 23 blessés et le gouvernement arrête 105 personnes. Les jours suivants, sous des prétextes divers les émeutes se poursuivent sans lien apparent entre elles dans deux autres villes du nord. Dans le débat porté par les émeutiers, l'évidence de la critique de l'Etat et des marchandises a pris le pas sur le prétexte ténu des caricatures, déjà oublié.

Le dimanche 19 février, au lendemain des émeutes de Maiduguri et de Katsina, le décès d'un homme de 18 ans en détention provisoire, des suites de tortures, provoque une forte émotion dans la ville de **Gombe**. Des manifestants se regroupent autour du commissariat puis combattent la police dans les rues de la ville, pillant des magasins et incendiant des maisons pendant toute la nuit jusqu'au lendemain. Séparée de toute relation avec

le thème fétiche de l'information, l'émeute de Gombe s'inscrit dans une succession de révoltes urbaines qui donne à voir sous la diversité des prétextes la continuité, la puissance et le souffle de l'aliénation au Nigeria. Cette émeute qu'aucun détail ne permet de relier à un motif religieux sera d'ailleurs occultée par l'information dominante. Malgré les appels au calme du chef de la police de l'Etat de Gombe et le couvre-feu, une nouvelle manifestation a lieu le lendemain durant laquelle la police arrête 43 personnes.

Le lundi 20 février à **Bauchi**, une ville de 330 000 habitants située à deux cents kilomètres à l'ouest de Gombe (des émeutiers seraient-ils passés d'une ville à l'autre ?), une manifestation se régénère en pillages de magasins et en affrontements avec la police. Le prétexte à ce rassemblement est un grand poncif de l'émeute dans le nord du Nigeria, qui constitue une sorte de laisser-passer pour s'émouvoir : la rumeur de profanation du Coran. Des étudiants d'un lycée militaire défilent dans les rues contre la prétendue profanation d'un exemplaire du Coran par un professeur durant un cours. Les étudiants manifestants sont rejoints par d'autres individus qui donnent de la détermination et de la tenue à ce vague défilé, ce qui traduit dans les termes choisis de l'information nigérienne devient : « A peaceful protest by students of the Government Day Secondary School at the army barracks was hijacked by hoodlums. » Les émeutiers qui se sont entre-temps armés caillassent les policiers qui répliquent en tirant balles réelles et gaz lacrymogènes. Des barricades de pneus et de voitures enflammées sont érigées un peu partout dans la ville, les magasins sont pillés, des membres de la croix rouge sont tabassés, deux églises partent en fumée. Les affrontements en centre-ville s'arrêtent au soir du premier jour avec le déploiement de l'armée, ils ont fait 7 morts. Le lendemain, 21 février, les émeutiers se battent contre les policiers maintenant appuyés par des soldats. Les débats se poursuivent jusque dans les quartiers périphériques de Bauchi, et se propagent à des villes voisines, notamment Lafawa Balewa. On sait peu de choses de ce qui arrive lors de ce second jour d'émeute si ce n'est le nombre important de morts, 11, qui montre l'intensité des combats. L'information dominante qui, comme toujours au Nigeria, insiste peu sur la répression de l'armée alors que, comme toujours au Nigeria, celle-ci est sanglante, affirme que les affrontements opposeraient *désormais* chrétiens et musulmans – à la différence de la veille, donc. Dans le quartier de Dutsin-Tamshi, des mosquées sont incendiées par les émeutiers, que le journaliste suppose chrétiens : pourquoi ne seraient-ils pas de dangereux athées soucieux d'engager une critique radicale de la religion ? Mais l'information dominante toute à ses explications dogmatiques du monde est en train, à partir de deux églises parties en fumées, de recoller les morceaux : elle additionne les morts, raccommode comme elle peut, des événements qui n'ont rien à voir avec la polémique des caricatures, polarise le tout sur la falsification construite à Maïduguri. Elle trépigne : « Religious riots ! Religious riots ! Religious riots ! ». Dans ses déclarations à la presse, la crevure d'archevêque anglican Peter Akinola se fait menaçante : elle affirme que les musulmans n'ont pas le « monopole de la violence » et que les chrétiens sauront se défendre. Très perspicace, voire foncièrement manipulateur, la vieille chouette déclare que cette réaction violente fait partie d'un complot visant à faire du Nigeria une nation islamique. La grosse bouffée délirante de l'archevêque est fort appréciée par les raclures de l'information dominante. Largement diffusée dans tout le Nigeria, elle ne sera pas sans conséquences sur le contenu du débat de l'émeute suivante.

Ce même mardi 21 février, alors que les émeutes se propagent autour de Bauchi obligeant le gouverneur de l'Etat, sous la menace, à décréter le couvre-feu, l'arrivée à **Onitsha** d'un convoi transportant plusieurs corps d'individus présumés de l'ethnie igbo tués à Maïduguri lors des émeutes du samedi 18 février, suscite une forte émotion et déclenche des représailles. Les pauvres modernes d'Onitsha relient ces corps au récit des événements fabriqué par l'information dominante : si ce sont effectivement des musulmans du nord qui ont attaqué dans le nord des chrétiens originaire du sud, membres de l'ethnie igbo, la vengeance consiste à ce que des chrétiens du sud attaquent dans une ville du sud les musulmans originaires du nord, membres de l'ethnie hausa. Au lieu d'arrivée du convoi funèbre, dans le quartier de Upper Iweka, un premier attroupement se forme dès 7 heures du matin. Immédiatement, un groupe de jeunes lance l'attaque sur des magasins et des bâtiments, supposément possédés ou occupés par des résidents originaires du nord ou d'ethnie Haussa. Les émeutiers armés de machettes, de barres de fers et de pistolets bloquent le pont du Niger Bridge pendant plusieurs heures puis attaquent des quartiers habités par des « nordistes », rackettant les commerçants, pillant les marchandises et en lynchant certains. Dans le centre-ville, des immeubles appartenant à des représentants officiels de l'ethnie hausa sont incendiés et les magasins de deux grands marchés de la ville sont pillés. Sur un marché hausa, une dizaine de remorques pleines de marchandises et un autobus sont également brûlés. Sur les 2 000 policiers déployés dans

la ville, deux sont mis à feu par les émeutiers durant les affrontements. Pourtant, la révolte semble limitée à une vendetta qui s'inscrit dans le prolongement du récit mensonger construit par l'information dominante : « They've been killing our brothers and sisters in the north » déclare un émeutier à un journaliste qui veut l'entendre. Le nombre élevé de morts lors de cette première journée semble refléter le caractère systématique des attaques sur les nordistes. Cependant, alors que les observateurs annoncent dans un premier temps entre 15 et 22 morts, la répression de l'armée qui décrète le couvre-feu sans pouvoir arrêter l'émeute est massive et le bilan de la journée est, le lendemain, réévalué à 60 morts et 2 000 blessés. Plusieurs milliers de personnes fuient la ville. Dans le centre, des milliers de musulmans, ou d'ethnie hausa, ou originaires du nord, ou suspectés tels, se réfugient dans les casernes. Le mercredi 22 février, malgré le couvre-feu en vigueur et le déploiement de l'armée, une rumeur qui dit que des nordistes auraient envahi une école primaire et tueraient des écoliers dans un bâtiment tenu par la police, déclenche de nouvelles émeutes. 3 000 jeunes armés de machettes et de couteaux prennent d'assaut l'école défendue par la police, lors d'un combat qui fait 5 morts. Le même jour, la critique se radicalise. Plusieurs milliers d'émeutiers attaquent la prison d'Onitsha, libèrent les 585 détenus, pillent la prison et détruisent le bâtiment. Les policiers se terrent dans les casernes. Alors qu'à Onitsha le débat passe à une critique plus radicale de l'Etat, les attaques contre des membres de l'ethnie hausa ou des nordistes se propagent sous la forme de *copycat* à trois villes voisines, Enugu, Awka et Nnewi, accompagnées d'affrontement avec la police et suivies par l'instauration de couvre-feux. Le bilan des deux jours d'émeutes est lourd : 93 morts. Au final, l'information dominante claironne à qui veut l'entendre : « The Onitsha riots on Tuesday and Wednesday were in response to an earlier attacks on southerners in the north following protests over cartoons of Islam's Prophet Mohammed published in European newspapers. » Pourtant ce qui paraît une victoire totale de l'information dominante qui semble avoir imposée sa thèse de l'affrontement interconfessionnel n'en est pas une. A Onitsha, l'appartenance religieuse des assaillants est très secondaire devant l'acte de vengeance qui s'exerce en distinguant l'origine géographique des individus, c'est-à-dire en les assignant à des ethnies.

Ce qui aurait pu être, pour les émeutiers, l'occasion d'une insurrection exemplaire s'attaquant à l'Etat fédéral n'aboutit en fin de compte, qu'à renforcer la division entre les émeutiers du nord et les émeutiers du sud du Nigeria. Après l'émeute d'Onitsha, une psychose s'installe dans tout le Nigeria où plane le spectre de la guerre civile et de l'éclatement de la fédération. Les émeutes qui avaient déclenchées la guerre du Biafra en 1967 sont régulièrement évoquées. La peur s'installe. Dans les villes du nord, des chrétiens, ou des Igbos, ou des individus originaires du sud, se réfugient dans les casernes par peur des attaques, tandis que dans les villes du sud, les musulmans, ou des Hausas, ou des individus originaires du nord, se réfugient dans les casernes par peur des attaques. En représailles aux représailles, les émeutes du 24 février répondent dans le nord aux émeutes d'Onitsha à la manière d'une gigantesque vendetta, alors qu'elles les prolongent dans le sud. Trois émeutes locales dans trois villes du nord sont des réponses à celle d'Onitsha : à Kontagora, des émeutiers armés de machettes incendient quatre églises et pillent les magasins tenus par des chrétiens lors d'affrontements qui font 9 morts, tandis qu'à Potiskum, les émeutiers brûlent des magasins, des églises et des maisons appartenant à des chrétiens et qu'à Gakakum, ils incendient deux centres religieux chrétiens. Une émeute à Enugu, dans le sud, s'inscrit dans le prolongement de celle d'Onitsha : suite à une étonnante rumeur selon laquelle un policier musulman aurait tué un jeune chrétien, un *okada* est lynché par la foule, les émeutiers dressent des barricades, incendient une mosquée et affrontent la police. Au Nigeria, l'aliénation continue ses étranges expériences.

Cette vague d'émeutes se terminera là, dans l'impasse que lui a construite l'information dominante où peu à peu, elle s'épuise. L'émeute d'Onitsha, où l'on voit les émeutiers prendre position sur les interprétations fallacieuses construites par l'information dominante semble valider *in fine* son interprétation en termes d'affrontements interconfessionnels, qui est ensuite confirmée par les émeutes suivantes. C'est là que se joue a posteriori le sens public des émeutes de la première vague : de Maiduguri à Bauchi. La division nord - sud, doublée de l'opposition musulmans - chrétiens, reste une puissante barrière à la communication entre les émeutiers au Nigeria, mais le pillage des marchandises est une constante qui augure de belles perspectives. Effrayée de l'ampleur des émeutes nigérianes, l'information dominante abandonne la thématique d'une mobilisation mondiale des musulmans contre des caricatures qu'elle a elle-même publiée, trop dangereuse pour les Etats, inassumable (pour le seul Nigeria le bilan est d'environ 170 morts et de 900 blessés) et incontrôlable.

5. La liberté de pensée en actes

La prétendue affaire des caricatures, affaire qui n'existe que parce que l'information qui l'a créée en parle, s'arrête brusquement après les journées d'émeutes au Nigeria. La suspension de la pseudo-dispute, dont l'information est à la fois un protagoniste et le metteur en scène, a pour étonnante conséquence la fin de la série d'émeutes qui avaient ce différend pour déclencheur.

Le rôle de l'information dominante dans cet événement est multiple et très particulier. Particulier car dès les balbutiements, l'information dominante est partie prenante de la polémique publique, elle ne s'abrite pas derrière une neutralité simulée pour donner ses avis à travers l'interprétation de faits ou d'arguments émis par d'autres. Son engagement direct et assumé et sa prise de parole sont des nouveautés dans l'époque. Au nom de la liberté de penser, principe qu'elle estime être le fondement de son existence, l'information dominante déclenche elle-même la polémique en re-publiant dans un grand nombre de journaux européens des dessins des caricatures de Mahomet qu'elle sait avoir déjà provoqué les protestations de représentants musulmans. Mais c'est justement pour cela qu'elle republie ces dessins : elle prétend par cet acte braver une censure imaginaire qui serait le fait de représentants religieux musulmans et défendre par là-même LA liberté d'expression. En prenant la pose de la victime, de l'agressé qui riposte contre son agresseur alors que c'est elle qui porte les coups, l'information dominante mène une attaque qui vise à imposer une réorganisation de la gestion des pauvres modernes en deux camps opposés et irréconciliables, l'islam et l'Occident.

Si on quitte la discussion sur le prétexte déclencheur pour examiner les faits négatifs, l'événement négatif lié à la polémique sur les caricatures semble dans sa globalité d'une identité mal assurée. Il apparaît comme un ensemble d'actes négatifs disjoints, artificiellement juxtaposés. Comme on l'a vu, cela est en partie une conséquence de la présentation qu'en font les journa-listes, mais pas seulement. Ceux-ci rendent compte des émeutes en les raccrochant à la polémique *caricaturale*, en les regroupant avec des émeutes passées, en traçant une filiation, en les amalgamant avec des manifestations ou des déclarations de gestionnaires. Ainsi ils construisent une longue liste hétéroclite de faits et de dires sans cesse actualisée. Mais ce faisant, ils fournissent souvent le prétexte à l'émeute suivante. L'information occidentale constitue par exemple la médiation entre l'émeute de Lahore et celle de Maïduguri mais cette médiation n'est pas critiquée en tant que telle par les révoltés. A l'échelle du monde les émeutiers ne se sont pas encore dotés de leurs propres moyens de communication, ils sont donc conduits à se positionner constamment sur le terrain de la polémique des caricatures continuellement reconstruit par l'information dominante et à reprendre à chaque fois le débat à partir de ce minuscule prétexte. Ce moment du débat ne leur appartient pas, il est aux mains des ennemis du débat. Dans le cours de l'événement, les révoltes passent d'un Etat à l'autre, d'Afghanistan au Pakistan par exemple, sans que jamais les frontières ne soient attaquées. Mais dans le même temps, l'information devient un moment de l'aliénation. Par ses comptes-rendus des actes négatifs, elle est un accélérateur de l'aliénation qui en donnant à voir le surgissement de la négativité accentue la circulation de la pensée à l'échelle du monde et offre la possibilité aux émeutiers du Nigeria de connaître partiellement les révoltes précédentes du Pakistan. La mise en scène d'un événement mondial est un jeu à double tranchant pour l'information dominante ; pour l'instant elle y a toujours gagné.

C'est la succession des révoltes dans le temps qui surprend d'abord dans cet événement : des émeutes apparaissent dans un Etat, s'y propageant ou non, puis alors qu'elles semblent s'y terminer, d'autres émeutes naissent dans un autre Etat, qui n'est pas forcément voisin du premier. A mesure que les journées d'émeutes se succèdent dans les différents Etats, l'intensité des actes négatifs va crescendo : de l'unique journée d'émeute locale en Syrie aux nombreuses journées d'émeutes majeures au Nigeria. Au final, l'événement négatif peut être découpé en trois périodes qui correspondent à différents moments du débat porté par la négativité.

Dans un premier temps, les cibles de la révolte s'inscrivent dans la continuité directe du prétexte. En Syrie puis dans son émeute *copycat* au Liban, les émeutiers s'en prennent aux Etats où des journaux ont initialement publié les caricatures : les ambassades norvégiennes ou danoises flambent. La propagation des actes négatifs prend alors un tour rituel qui paraît conforme à la place centrale prise par l'information dominante dans le débat, et l'encadrement des pauvres par les organisations musulmanes limite rapidement l'extension de la révolte. On retrouve encore le même effet de ritualisation à l'œuvre au début des révoltes d'Afghanistan lorsque les ambassades étrangères sont attaquées, mais très vite les émeutiers afghans s'attaquent à l'Etat et aux forces

militaires d'occupation, dépassant le prétexte initial. Cette percée, prise dans l'étau de l'offensive militaire étrangère et de la récupération de la révolte par les milices religieuses, est rapidement défaite et le débat engagé se perd dans le goulot d'étranglement de la guerre d'Afghanistan.

Après une courte pose s'engage au Pakistan, le deuxième temps de l'événement. La négativité gagne en intensité, change de registre, les émeutiers ajoutant la critique pratique des marchandises à celle de l'Etat. Le prétexte initial ne fait plus illusion. Lors de plusieurs journées d'émeutes majeures dans les villes de Lahore et Peshawar, les émeutiers pillent les magasins jusqu'à plus soif ; le déploiement massif de militaires dans l'Etat et la répression qui s'en suit et la récupération par d'énormes défilés de pauvres dans la capitale arrêtent là le débat.

Dans un troisième temps, les pillages se généralisent, les révoltes se radicalisent. En Libye puis au Nigeria l'aliénation prend les commandes, et l'information dominante perd pied. C'est une modeste blague d'un député bonasse, en Italie, qui déclenche une révolte contre l'Etat dans la deuxième ville de Libye. Pa...pa...pillon. A Benghazi, l'administration de l'Etat libyen et sa police sont attaquées ; le guide en robe de chambre est directement pris à partie par les slogans. L'émeute n'est stoppée que plusieurs jours après par une offensive de l'armée et grâce à une occultation massive de l'information dominante qui a limité sa propagation. C'est alors le tour du Nigeria où l'on perd trace du prétexte initial, où les prétextes des émeutes se multiplient, se démultiplient, disparaissent, dans ce triangle des Bermudes de la bonne pensée. Car peu importe le prétexte, seule vaut l'occasion qu'il fournit, de tout, en avoir le cœur net. A Maiduguri, Bauchi, Onitsha, les émeutes majeures se succèdent durant une semaine entière, du nord au sud, en donnant une large place au pillage des marchandises et à l'attaque des représentants. Si bien qu'un instant, sous la multiplication des foyers de révolte, l'Etat nigérian paraît à portée d'émeute mais l'information dominante à force de diffamations défensives réussit à diviser les émeutiers du nord et du sud. Mais en venant au secours de l'Etat nigérian, l'information a perdu le fil de son discours sur les caricatures, qu'elle abandonne là.

La polémique des caricatures portée par l'information dominante apparaît en Afghanistan, au Pakistan, en Libye, au Nigeria pour ce qu'elle est : un simple prétexte à s'émouvoir, à vaporiser l'eau tiède des rationalistes bornés, à piller les marchandises et à s'attaquer à l'Etat. Partout, la vigueur des manifestations pratiques de l'aliénation et la fluidité de la pensée manifeste la richesse et le débat du monde en germe. La singularité des révoltes explose peu à peu le discours monolithique et les généralités vagues de l'information dominante. Dans ce monde, l'émeute s'avère être l'unique moment où s'exerce la liberté d'expression et de penser. Au terme de cette enquête, nous avons enfin localisé la source de toutes les richesses : c'est la liberté de pensée en actes !

Bibliothèque Anarchiste
Anti-copyright



Laboratoire des frondeurs
La liberté de pensée contre la liberté de penser
2007

Consulté le 12 novembre 2016 de www.laboratoiredesfrondeurs.org
Laboratoire des frondeurs, décembre 2007.

fr.theanarchistlibrary.org